



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Préfecture  
Direction de la coordination interministérielle  
et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

N° 37239-1

## **ARRÊTÉ**

**portant refus de la demande d'enregistrement  
d'une installation de fabrication et de stockage de produits plastiques  
présentée par la société OD PLAST à BAIS**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE  
PRÉFÈTE D'ILLE-ET-VILAINE**

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) « Vilaine », le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de BAIS;

**VU** l'arrêté ministériel du 27/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** la demande présentée en date du 28/11/2018, complétée le 29/01/2019, par la société OD PLAST dont le siège social est situé route de la Guerche - Lieu-dit Béru - 35680 BAIS, pour l'enregistrement, à la même adresse, d'une installation de fabrication et de stockage de matières plastiques et pour l'aménagement des prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ;

**VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 01/03/2019 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

VU les observations du public recueillies entre le 30/03/2019 et le 30/04/2019, et notamment celle relative à une incompatibilité avec le plan local d'urbanisme de la commune de BAIS ;

VU l'avis favorable en date du 07/05/2019 du conseil municipal de la commune de DOMALAIN ;

VU l'avis favorable, hors délai, de la commune de BAIS ;

VU le rapport du 23/05/2019 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis en date du 02/07/2019 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;

VU le courrier du 17/06/2019, notifié le 25/06/2019, par lequel la société OD PLAST a été invitée à émettre des observations sur le projet d'arrêté préfectoral de refus d'enregistrement ;

VU l'absence d'observation présentée par la société OD PLAST ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R.512-46-4 du code de l'environnement prévoit que le préfet doit pouvoir apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale afin de déterminer la recevabilité de la demande d'enregistrement ;

**CONSIDÉRANT** qu'une partie de l'installation est située sur des terrains pour lesquels le plan local d'urbanisme de la commune de BAIS n'autorise pas les travaux et activités projetés ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département d'Ille-et-Vilaine ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1 - Rejet de la demande**

La demande d'enregistrement des installations de fabrication et de stockage de matières plastiques, déposée le 28 novembre 2018 par M. Jérémie RENOUE, représentant la société OD PLAST située route de la Guerche, Lieu-dit Béru à BAIS, est rejetée.

### **Article 2 - Délais et voies de recours**

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le Tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>

### **Article 2.2. Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Sous-Préfet de Fougères-Vitré, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de la commune de BAIS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Rennes, le 12 JUL. 2019

Pour la Préfète,  
Le Secrétaire général

Denis CLAGNON



